DIAL 3072

HONDURAS - La conversion de Manuel « Mel » Zelaya

Luis Hernández Navarro

mardi 1er septembre 2009, mis en ligne par Dial

Dimanche 28 juin, le président du Honduras, Manuel « Mel » Zelaya était renversé par un coup d'État [1]. Si l'on se souvient que le président avait été un fervent partisan de la signature puis la ratification de l'Accord de libre-échange entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République dominicaine, on peut s'interroger sur les motivations des organisateurs du coup d'État. Cet article de Luis Hernández Navarro, publié dans La Jornada le 30 juin 2009 retrace l'évolution du président de l'élection au coup d'État et donne ainsi quelques clés de compréhension du coup d'État du 28 juin.

Manuel « Mel » Zelaya mesure près de un mètre quatre-vingt-dix, arbore une épaisse moustache noire et porte des chapeaux et des bottes de cow-boy. Fils de propriétaires fonciers, il a fait des études de génie civil qu'il n'a pas achevées. Avant de se lancer en politique il s'est consacré avec succès à des affaires forestières et d'élevage. En 1987, il a été nommé directeur du Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP) et président de l'Association patronale du secteur bois.

« Mel » a rejoint le Parti libéral hondurien (PLH) en 1970, une organisation à la longue tradition documentée d'anticommunisme, dont il a été député à plusieurs reprises, occupant diverses fonctions publiques. Les libéraux et le Parti national du Honduras (PNH) sont les deux principales formations politiques, parmi les cinq existant dans le pays. Toutefois, pour ce qui est de leur politique une fois au pouvoir, il n'ya pas de différences essentielles entre les deux. « La seule différence », dit un dirigeant ouvrier, « c'est la couleur de leurs drapeaux : l'un est bleu et l'autre rouge et blanc. »

En 2006, Manuel Zelaya a été élu président du Honduras. Au cours de la campagne électorale, il s'est présenté comme un honnête homme de terrain, au discours direct et franc, déconnecté de la classe politique traditionnelle, croyant craintif en Dieu, avec de la poigne pour lutter contre la corruption, chaleureux, aimant jouer de la guitare et monter à cheval. Disposé à satisfaire les revendications de démocratie participative et de réforme politique, il s'est prononcé en faveur du pouvoir citoyen.
Une fois devenu président, il a appuyé l'Accord de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis (CAFTA-DR en l'anglais), dans un contexte de fortes mobilisations contre l'accord. Cela ne l'a pas empêché de se rapprocher du gouvernement de Hugo Chávez et de s'affilier à Petrocaribe, alliance pétrolière conclue par un certain nombre de pays des Caraïbes pour l'achat de carburant en provenance du Venezuela à des tarifs préférentiels, avec 50% du paiement dans un délai de 90 jours et le reste sur 25 ans avec un taux d'intérêt de 1%.

Au fil du temps, son discours politique a combiné une adhésion au libéralisme social – « pour que tous les avantages du système aillent à ceux qui en ont le plus besoin : femmes, hommes, enfants, agriculteurs, et producteurs » –, une critique de l'interventionnisme états-unien, le soutien à Cuba et les invocations de Dieu.

À la tête d'un pays désespérément pauvre, et sans la cohésion sociale, avec un gouvernement disposant de

peu de ressources financières et ayant beaucoup de difficultés à obtenir des financements internationaux, Zelaya a, cerise sur le gâteau de sa conversion idéologique, rejoint l'Alternative bolivarienne pour les Amériques et les Caraïbes (ALBA). La proposition d'intégration régionale des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, lancée au départ par Cuba et le Venezuela et qui met l'accent sur la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, lui a permis, selon Pavel Uranga, d'obtenir rapidement de l'argent pour répondre aux besoins du pays.

Dans un premier temps, la prise de distance du président Zelaya d'avec l'oligarchie n'a pas été nécessairement bien accueillie par de larges secteurs du mouvement populaire hondurien. Selon le militant Lorenzo Reyes, ni lui ni la plupart de ses compatriotes, n'ont donné aucune importance au fait que Zelaya se soit rendu au Nicaragua ou ailleurs, ou qu'il discute avec Chávez ou avec un autre leader mondial de gauche, parce qu'en fin de compte il le faisait pour faire diversion ou pour se détendre et n'allait pas pour autant changer son idéologie de droite. « Pour le peuple, assure-t-il, et pour nous, comme mouvement populaire, cela ne veut rien dire, parce que l'homme, au Honduras, ne se définit pas : un jour il dit des choses de droite, un autre jour, il agit en penchant un peu vers la gauche et il se retrouve entre deux eaux, c'est-à-dire … qu'il n'est ni d'ici ni de là-bas. »

Le mouvement populaire hondurien a depuis de nombreuses années, une force et un rôle actif importants. Composé de syndicats classistes, d'organisations paysannes, de peuples indiens, d'associations professionnelles et d'étudiants, issues en partie du travail organisationnel de groupes liés à la théologie de la libération et à la gauche révolutionnaire, il s'est doté d'instruments unitaires comme le Bloc populaire. Au cours de ses 32 premiers mois de gouvernement, Zelaya a été confronté à au moins 722 conflits sociaux, de diverses envergures, dont les grèves nationales de 2008 qui ont paralysé le pays pour des revendications de contrôle des prix des produits de base, de municipalisation de la gestion de l'eau potable et d'une augmentation générale des salaires.

Loin de se limiter à la lutte immédiate pour ses revendications, le mouvement poursuit une visée plus ample de changement social. Comme l'indique Rafael Alegría, coordinateur de la section centraméricaine de Vía Campesina, « nous avons, en tant que mouvements sociaux, le droit de construire un nouveau système juridique qui favorise tous les secteurs sociaux du pays qui ont toujours été exclus et marginalisés. Par conséquent, nous sommes en faveur de la consultation populaire [2]. La nouvelle Constitution doit servir à refonder l'État et donner tout le pouvoir au peuple, qui est le souverain ».

Ce mouvement a changé, depuis le bas, le rapport de forces et a créé une situation sans précédent. Ce sont ses membres qui sont descendus dans la rue pour défendre un président prêt à s'engager dans le chemin de la transformation sociale. La conversion de Zelaya est en grande partie le produit de la pression populaire dans un contexte régional nouveau. Dans un pays où les deux grands partis ne diffèrent que par la couleur de leurs emblèmes, les organisations populaires ont fait le pari de bâtir une nation véritablement différente, qui abandonne la voie du néolibéralisme. Sur ce chemin, elles ont fait du président un homme politique qui n'est plus ce qu'il était quand il est arrivé au pouvoir.

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3072.
– Traduction de Fausto Giudice, du réseau de traduction Tlaxcala. Traduction revue par Dial.
– Source (français) : Tlaxcala, 14 juillet 2009.
– Texte original (espagnol) : *La Jornada*, 30 juin 2009.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, le traducteur, la source française originale (Tlaxcala - www.tlaxcala.es) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Voir DIAL 3065 - « HONDURAS - Retour des « gorilles » ».

[2] Une consultation populaire sans caractère contraignant était prévue le 28 juin pour répondre à la question suivante : « Êtes-vous d'accord pour que, lors des élections générales de novembre 2009, soit installée une quatrième urne pour décider de la convocation d'une Assemblée nationale constituante destinée à élaborer une nouvelle Constitution politique ? ». Voir DIAL 3065.